

## Document

### Sidi Bouzid, l'étincelle

(Libération.fr le 5 février 2011)

**Le 17 décembre, Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur de légumes de cette petite ville du centre du pays, s'immole face au palais du gouverneur. Un geste désespéré qui va emporter le régime de Ben Ali.**

C'est donc là que tout a commencé. Devant les grilles d'un élégant bâtiment orientalisant blanc et bleu aux décorations de stuc qui lui donnent l'allure d'une pâtisserie. Le gouverneur venait d'ailleurs de faire repeindre son palais, repaver le trottoir et installer des réverbères dorés. Il était autour de midi quand Mohamed Bouazizi a garé son chariot à bras devant le gouvernorat sous les yeux des «taxistes» garés sous les arbres. Sans dire un mot, il s'est aspergé du bidon d'essence de térébenthine qu'il venait d'acheter au kiosque du coin, puis a craqué une allumette. Les badauds, interdits, ont mis un peu de temps à intervenir. Une femme a prêté son caftan pour l'envelopper, mais déjà les jambes, les mains et le visage du jeune homme étaient calcinés.

#### **Giflé par une femme**

Kamel Kouka était là : *«Il ne pouvait plus parler, il a pointé son index vers le ciel tandis que les gens récitaient la fatiha [la profession de foi musulmane, ndlr]. Bouazizi, c'était un fameux. Il avait toujours le mot pour rire. Toujours de bonne humeur. Pourtant, sa vie, c'était boulot-dodo. Parfois, il jouait aux cartes au café. Rarement, un verre de vin, c'est tout. Ici, les gens ne disent rien, ils emmagasinent, et puis ils éclatent un jour. Notre religion interdit de se tuer. Pour faire ce qu'il a fait, il fallait être bien désespéré.»*

Vendredi 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, 26 ans, a déclenché sans le savoir ce qui allait devenir la «révolution de jasmin».

La famille Bouazizi vit dans le quartier el-Nour, un lotissement miséreux aux allées non goudronnées. Sa maison est la plus pauvre de la ruelle. Une étroite porte en métal donne sur la cour cimentée, traversée par les cordes à linge. On débouche sur un corridor aux murs blanc et bleu clair. Une sourate du Coran pour toute décoration. Trois canaris dans des cages égaient ce dénuement. Au bout du couloir, un frigo sur un tréteau en bois et une bouteille de gaz. A gauche, le salon, qui fait office de chambre des filles la nuit : quelques matelas en mousse et une télévision. A droite, deux chambres, celle des garçons puis celle des parents. L'ameublement se résume à des lits et des matelas, rien d'autre. La mère est une robuste paysanne aux yeux bleus étincelants, en robe traditionnelle et fichu noir. Son premier mari, le père de Mohamed, est mort. Elle a épousé son beau-frère, Ammar, alité depuis les événements. En tout, elle a eu sept enfants, quatre garçons et trois filles. Mohamed était le deuxième. *«C'était un garçon serviable, toujours gai et de bonne humeur. On le surnommait Basbous. Après le bac, il avait renoncé à faire des études pour faire vivre sa famille en vendant des fruits et légumes. Il gagnait 10, 20 dinars [5 à 10 euros] par jour, jamais plus. Le jour de sa mort, il a été arrêté par les agents municipaux, qui ont saisi sa marchandise et sa balance : quatre hommes et deux femmes, il a protesté, une agente l'a giflé et insulté. Il est allé se plaindre à la mairie, personne n'a voulu le recevoir. Puis il a essayé chez le gouverneur. Trois fois. On l'a renvoyé. Ce n'était pas la première fois qu'on saisissait sa marchandise, mais se faire gifler par une femme, en pleine rue, ça l'a brûlé à l'intérieur. Chez nous, les Hamama [sa tribu], ce n'est pas acceptable.»* Bouazizi, juste un macho qui n'a pas supporté d'être giflé par une femme ?

Ce serait caricatural. La sœur de Mohamed, Samia, 19 ans, voilée de noir, détaille les humiliations quotidiennes et la situation familiale : *«Ma mère gagne 4 dinars par jour en travaillant dans les champs, mon père fait des chantiers quand il en trouve. Mohamed était le pilier de la famille. Mais il n'en pouvait plus d'être racketté par les policiers municipaux.»* Elle a les larmes aux yeux en racontant l'agonie de son frère, qui est mort au bout de dix-neuf jours, le 5 janvier à l'hôpital de Ben Arous de Tunis. Le 28 décembre, le président Ben Ali lui avait rendu visite : terrible image du dictateur devant le lit d'un corps supplicié, recouvert de bandelettes des pieds à la tête, tel une momie. *«Je ne lui pardonnerai jamais»,* enrage Samia.

Dès que la famille de Mohamed Bouazizi a appris la nouvelle, elle s'est précipitée devant le siège du gouverneur pour demander des comptes : une cinquantaine de personnes rejointes par les marchands ambulants et des badauds. En vain. Le soir, la foule se disperse. Samedi 18, jour de marché, un nouveau rassemblement se forme. Il est rejoint par des syndicalistes et opposants locaux. *«Bouazizi a été l'étincelle, raconte Abdallah Amri, voisin de la famille et secrétaire général adjoint de la branche locale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). La situation est ici très mauvaise. Le chômage dépasse les 20%, surtout chez les jeunes qui ont étudié. Il n'y a pas d'emplois, l'agriculture va mal. Le seul secteur qui embauche, c'est l'administration. Mais pour y entrer, il faut un piston au RCD [Rassemblement constitutionnel démocratique, le parti de Ben Ali].» «Tout le monde s'est identifié à Bouazizi, complète Moncef Salhi, syndicaliste enseignant et membre du Forum démocratique pour le travail et les libertés de l'opposant Moustafa ben Jaafar. Ce n'était pas une grève, mais bien plus une explosion de colère.»*

### **Mouvement spontané**

Ce samedi-là, la police charge en début d'après-midi. Elle use massivement de gaz lacrymogènes, poursuivant les manifestants dans les quartiers populaires jusqu'au milieu de la nuit. *«C'était une guérilla urbaine, résume Moncef Salhi. Les jeunes jetaient des cailloux et brûlaient des pneus. La police tirait des lacrymogènes jusque dans les maisons.»* Le scénario se répète dimanche, lundi, mardi. Chez les syndicalistes et opposants, le bouche-à-oreille fonctionne rapidement. Tout le monde a en tête la révolte du bassin minier de Gafsa, début 2008. Les habitants de Redeyef s'étaient soulevés contre l'embauche de proches du pouvoir dans les mines de phosphate, mais la mobilisation, qui a duré plusieurs mois, ne s'était jamais étendue à d'autres régions.

Cette fois-ci, un comité de coordination se forme rapidement : *«Ce mouvement était spontané, assure Attia Atmouni, lui aussi enseignant, syndicaliste et militant d'opposition (au sein du Parti démocratique progressiste de Néjib Chebbi). Mais nous avons décidé de l'accompagner très tôt.» «Les grèves se sont multipliées ces dernières années, renchérit Moncef Salhi. A chaque fois, il y avait plus de policiers que de grévistes. C'était devenu insupportable, mais la peur, elle, commençait à disparaître.»* Atmouni active ses contacts dans toute la région, à Regueb, Menzel Bouzaiane, jusqu'à Sfax et Bizerte, *«pour alléger la pression»*.

Au milieu de la semaine suivante, les villes alentours se soulèvent. La ligne de chemin de fer est attaquée, la Garde nationale tire et fait deux morts à Menzel Bouzaiane. Ce qui ne s'était pas produit à Gafsa en 2008 est en train de se passer, notamment grâce à Facebook. Les jeunes filment les affrontements avec leurs téléphones portables et les mettent en ligne sur le réseau social. Rapidement, la chaîne Al-Jezira relaie les images qui circulent sur le Net...

Ce sont eux qui ont fait la révolution, ces «chebabs» gominés en pantalon de survêtement et «espadrilles» - en fait des baskets- qui tournent en mobylette du matin au soir, ou descendent et remontent l'avenue Bourguiba, les mains enfoncées dans les poches de leur blouson similicuir. Ils ont le bac, mais aucun espoir.

### **Dans les rues, un drôle d'air de liberté**

Les chebabs sont les rois de la rue. Il flotte aujourd'hui une drôle de liberté, dont personne ne sait quoi faire. *«La ville est seule, sans police, sans gouverneur ni maire»,* rigole un syndicaliste. Et ça se passe très bien. Malgré trois semaines de manifestations, il n'y a eu aucun mort, très peu de casse et pas de vengeance. Même les réverbères devant le gouvernorat sont intacts.

Le maire, Osmane al-Tifi, erre comme un fantôme dans son bureau, où la photo de Ben Ali, décrochée, a laissé place à une tache claire sur les murs. Il sursaute quand on frappe à sa porte, bredouille quelques mots : non, il n'est au courant de rien, ni pour Bouazizi, ni au sujet de l'agente municipale qui l'a giflé. Cette dernière, une célibataire d'une quarantaine d'années, Faïda Hamdi, est en prison à Gafsa. Disculpée par le procureur dans les premiers jours, elle a été arrêtée quand les manifestations se sont étendues : *«J'ai rien fait, lui a-t-elle dit. - Tu rigoles, tu as mis le feu à la Tunisie»,* lui aurait-il répondu. Ses collègues jurent qu'elle n'a jamais frappé Bouazizi. *«Elle a appliqué la loi, c'est tout, assure l'un d'eux, préférant rester anonyme. Il est interdit de vendre à la sauvette. Nous ne prenons pas de pots-de-vin, nous sommes honnêtes. La marchandise saisie a été donnée à une association de handicapés. Voici le récépissé.»* Il tend un formulaire : deux cagettes de poires, trois de pommes, sept kilos de bananes.

Peu importe, le vent de l'histoire a tout emporté.